

Commission des sanctions de l'Agence française de lutte contre le dopage

Séance du 12 décembre 2025 – Décision n° 3

Résumé de la décision relative à Mme ...

- *Sport* : force athlétique
- *Violation des règles antidopage* : présence d'une ou plusieurs substances ou méthodes interdites dans l'échantillon (article L. 232-9, I du code du sport)

Substance ou méthode interdite détectée : métabolite du LGD-4033 (ligandrol) (S1.2. Autres agents anabolisants)
- *Décision de la commission des sanctions* :
 - 1) interdiction, pendant une durée de deux ans :
 - de participer, à quelque titre que ce soit, à une compétition autorisée ou organisée par une organisation signataire du code mondial antidopage ou l'un de ses membres, par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales non signataires, par une fédération sportive, ou donnant lieu à remise de prix en argent ou en nature
 - de participer à toute activité, y compris les entraînements, stages ou exhibitions, autorisée ou organisée par une organisation signataire du code mondial antidopage ou l'un de ses membres, par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales non signataires, ou par une fédération sportive, une ligue professionnelle ou l'un de leurs membres, à moins que ces activités ne s'inscrivent dans des programmes reconnus d'éducation ou de réhabilitation en lien avec la lutte contre le dopage
 - d'exercer les fonctions de personnel d'encadrement ou toute activité administrative au sein d'une fédération sportive, d'une ligue professionnelle, d'une organisation signataire du code mondial antidopage ou de l'un de leurs membres (l'« activité administrative » inclut, par exemple, le fait de servir comme officiel, administrateur, directeur, employé ou même bénévole au sein de ces entités)
 - de prendre part à toute activité sportive impliquant des sportifs de niveau national ou international et financée par une personne publique
 - et d'exercer les fonctions définies à l'article L. 212-1 du code du sport, qui consistent à enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive, ou entraîner ses pratiquants, contre rémunération, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle, en application d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle, d'un certificat de qualification professionnelle ou dans le cadre d'une formation pour la préparation à leur obtention
 - 2) prise d'effet de la suspension au 12 décembre 2025, date de la décision de la commission des sanctions
 - 3) déduction de la période déjà accomplie en application de la décision de suspension provisoire, à titre conservatoire, prise à son sujet par la présidente de l'Agence française de lutte contre le dopage, notifiée à Mme ... le 7 mars 2025
 - 4) possibilité, pour Mme ..., de reprendre l'entraînement avec une équipe ou d'utiliser les équipements d'un club ou d'un membre d'une organisation signataire du code mondial antidopage durant les deux derniers mois de la suspension, soit à compter du 7 janvier 2027
 - 5) demande à la Fédération française de force, et aux organisateurs compétents le cas échéant, d'annuler les résultats individuels obtenus par Mme ... entre le 22 février 2025, date du contrôle antidopage, et le 7 mars 2025, date de notification de la suspension provisoire
 - 6) publication d'un résumé anonyme de la décision sur le site internet de l'Agence française de lutte contre le dopage pendant la durée de la suspension restant à accomplir et au moins un mois
- *Notification de la décision à Mme ...* : 4 février 2026
- *Terme de l'interdiction* : 6 mars 2027 inclus